

La diabolisation des Catalans est inutile

Le débat soulevé par les velléités sécessionnistes catalanes conduit de nombreux commentateurs à présenter une image fautive d'une crise prévisible, estime l'historien Nicolas Marty

Par NICOLAS MARTY

Le référendum catalan du 1^{er} octobre et la déclaration d'indépendance, immédiatement suspendue par le chef du gouvernement catalan, ont suscité une forte médiatisation en France. Si des voix mesurées et nuancées se sont fait entendre, la majorité des prises de position développe un argumentaire dont nombre d'éléments tiennent peu compte de la réalité.

Le référendum n'est pas un coup de tonnerre dans un ciel sans nuages. Cette crise était prévisible. Elle s'appuie sur la convergence entre un sentiment profond de la société catalane et un ensemble de faits récents. La Catalogne se considère très largement comme une nation. Mais ce n'est pas un nationalisme borné et chauvin. Les Catalans sont ouverts sur le monde, très favorables à l'UE; ils ne défendent en aucun cas un nationalisme de puissance, mais plutôt un nationalisme d'existence. La force de ce phénomène a été décapitée par une séquence politique qui, depuis 2010, a vu le gouvernement espagnol enchaîner une invraisemblable succession d'humiliations et de manifestations d'autoritarisme. Le nouveau statut d'autonomie de 2006, négocié avec l'Etat central, voté par les Parlements et ratifié par référendum, a été annulé en 2010. Les décisions qui ont suivi ont été invariablement hostiles à la Catalogne. L'intransigeance, le caractère jusqu'au-boutiste des dirigeants catalans est le résultat de cette incroyable séquence. Appliquer l'article 155 de la Constitution espagnole, c'est-à-dire suspendre de fait l'autonomie catalane, comme l'a proposé Mariano Rajoy au sortir du conseil des ministres extraordinaire du 11 octobre, ne serait qu'une étape de plus dans ce processus.

Non, les indépendantistes catalans ne sont pas des extrémistes. Le mouvement indépendantiste catalan occupe un spectre très large du champ politique. Convergència democràtica de Catalunya (CDC), qui dispose du plus grand nombre de députés, est un parti démocrate-chrétien. Il s'est allié pour le scrutin de 2015 avec un vieux parti républicain de centre gauche,

l'Esquerra republicana catalana (ERC). Les deux se sont associés, pour avoir une majorité indépendantiste au Parlement catalan, avec un parti d'extrême gauche, la Candidature d'unité populaire (CUP). Mais la CUP ne représente que 8 % des voix de 2015, contre 40 % pour l'alliance CDC-ERC. Faut-il insister sur le fait que des personnes universellement appréciées pour leur modération, leur esprit de nuance, leur engagement pour la paix, comme le musicien et chef d'orchestre Jordi Savall, le coureur Kilian Jornet ou l'entraîneur de football Pep Guardiola, sont indépendantistes et le font savoir? Non, les indépendantistes catalans ne sont pas extrémistes. En suspendant immédiatement l'indépendance après l'avoir proclamée, suivant l'exemple slovène de 1991, Puigdemont et le gouvernement catalan ont montré qu'ils n'étaient pas otages de la CUP, qui, elle, voulait une application immédiate sans négociation.

L'ÉGOÏSME, NOTION RÉVERSIBLE

Non, l'explication par l'égoïsme n'est pas sérieuse. La Catalogne est contributrice nette de l'Espagne à hauteur de 16 milliards d'euros par an. Pourtant, il est extrêmement rare d'y entendre des discours hostiles aux régions moins développées de la péninsule Ibérique. L'essentiel du mécontentement se focalise surtout sur un lourd déficit d'investissements de l'Etat espagnol en Catalogne. Après 2010, les autorités catalanes ont cherché à négocier un «pacte fiscal», signifiant être responsable de sa fiscalité. A charge pour elle de négocier avec Madrid le montant qu'elle souhaite transférer à l'Etat. Cette demande a été refusée. Doit-on insister sur le fait que personne n'a encore, à ce jour, entendu une explication rationnelle expliquant pourquoi la Catalogne n'a pas le droit de bénéficier d'un tel dispositif, alors qu'il a été accordé aux Basques et aux Navarrais? L'égoïsme apparaît par ailleurs comme une notion parfaitement réversible. Qui est égoïste? Ceux qui veulent partir, ou ceux qui s'opposent à ce départ pour des raisons budgétaires? Est-il égoïste de prendre le risque, totalement assumé, de voir partir un certain nombre de grandes entreprises dont les sièges sociaux

étaient jusqu'à présent situés en Catalogne? Enfin, il faut dire ici que le territoire qui souhaite sortir d'un Etat constitué est toujours stigmatisé: soit parce qu'il est trop riche, soit parce qu'il est trop pauvre. On le voit, l'égoïsme, si souvent mobilisé, ne mène pas très loin pour comprendre ce qui se passe.

Non, le thème de la majorité silencieuse n'est pas tenable. Dernier thème mobilisé

pour démonétiser à peu de frais les indépendantistes catalans: celui de la majorité silencieuse hostile à l'indépendance. Mais qui est responsable du silence de cette supposée majorité, sinon ceux qui ne veulent pas la voir voter, c'est-à-dire l'Etat espagnol? Faire le compte de ceux qui veulent rester en Espagne et de ceux qui veulent en partir, n'est-ce pas ce que demandent les gouvernements catalans depuis 2010? Le gouvernement de Puigdemont, doit-on le rappeler, a été élu en 2015 avec une forte participation (75 %). Considéré comme illégal dès le départ par l'Espagne, le vote du 1^{er} octobre s'est déroulé dans des conditions très difficiles. Il aboutit à une participation de 42 %. Mais en cas de vote négocié avec Madrid, la supposée «majorité silencieuse» s'exprimerait-elle? Rien n'est moins sûr. Les élections, dans le pays, réunissent en général entre 50 % et 70 %

de participation. Il est donc faux de tabler sur un taux de 100 %. La majorité silencieuse n'est que pour partie unioniste, elle est surtout abstentionniste.

En somme, on peut être hostile à l'indépendance de la Catalogne, pour de nombreuses raisons. On peut être pris de vertige en voyant un vieil Etat vaciller. Mais nier les réalités ne pourra jamais aider à trouver les bonnes solutions. Celles-ci passent par une négociation sur la place que peut tenir la Catalogne considérée comme une entité crédible, au sein d'un ensemble ibérique complètement repensé dans le cadre de l'Union européenne. ■



Nicolas Marty est professeur d'histoire contemporaine à l'université de Perpignan Via Domitia